

Georges ANGLADE

[ † 1944-2010 ]

Docteur en géographie et Licencié en Lettre, en Droit et en Sciences sociales  
de l'Université de Strasbourg  
Fondateur du département de géographie de l'UQÀM.

(2005)

“La ville où l'enfant  
devrait être roi.  
*Réponse à deux libels diffamatoires.*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Georges ANGLADE

**“La ville où l'enfant devrait être roi. Réponse à deux libels diffamatoires.”**

Haïti : Port-au-Prince, **LE NOUVELLISTE**, “Débats et combats”, 14 août 2005.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 octobre 2009 de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [anglade.georges@uqam.ca](mailto:anglade.georges@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 28 janvier 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Georges ANGLADE

[† 1944-2010]

Docteur en géographie et Licencié en Lettre, en Droit et en Sciences sociales  
de l’Université de Strasbourg  
Fondateur du département de géographie de l’UQÀM.

“La ville où l’enfant devrait être roi.  
Réponse à deux libels diffamatoires.”



Haïti : Port-au-Prince, **LE NOUVELLISTE**, “Débats et combats”, 14 août  
2005.

## Table des matières

### Liminaire

Bref état des lieux à Port-au-Prince

Et revenons-en à ces messieurs

### Annexes

François Brousseau, "De Bagdad à Port-au-Prince". **LE DEVOIR** du lundi 18 juillet 2005.

Gérard Etienne, "LATORTUE, ARRETEZ LES ELECTIONS. ANGLADE ANNONCE UN «RWANDA BIS»". **HAITI OBSERVATEUR**, semaine du 27 juillet 2005.

Guy-Robert Saint-Cyr, "Archéologie des élites haïtiennes. Contre la pensée sclérosée d'une intelligentsia." **Le Nouvelliste**, 4 août 2005.

Georges ANGLADE

“La ville où l’enfant devrait être roi.  
Réponse à deux libels diffamatoires.”

Haïti : Port-au-Prince, **LE NOUVELLISTE**, “Débats et combats”, 14 août 2005.

## Liminaire

[Retour à la table des matières](#)

Au commencement il y eut les premières Journées Internationales (JI2005) du Congrès mondial haïtien tenues les 7, 8 et 9 juillet 2005 à l’Université du Québec à Montréal. L’éditorialiste vedette François Brousseau, qui couvrait l’événement, devait, dans sa chronique dans *Le Devoir* du lundi 18 juillet, y aller du titre «De Bagdad à Port-au-Prince», en page un du Cahier B. C’était la reconnaissance ; d’autant plus que la nouvelle allait faire la manchette des bulletins de nouvelles de Radio Canada ce jour-là, avec des interventions en direct du journaliste dans la journée. C’était la consécration des JI2005, leur tour du monde, car en moins de vingt-quatre heures, de huit sources différentes, je devais recevoir par courriel copie de cet article inspiré et brillant sur Londres et Bagdad, Karl Rove et Washington, les JI2005 et Port-au-Prince.

François Brousseau  
De Bagdad à Port-au-Prince  
Le Devoir, Cahier Le Monde, B1. Montréal, lundi 18 juillet 2005

Évidemment que l’approche de ces JI2005 avait soulevé une grande colère chez un quarteron de boudeurs qui souhaitait l’échec du Congrès mondial haïtien. Certains ont été jusqu’à lui servir une injonction interlocutoire, pour que ne se tiennent pas ces Journées Internationales ! Toutes leurs prétentions ont été ba-

layées et par le juge entendant l'injonction et par l'université qui accueillait l'événement et par la presse qui le couvrait et par les participants qui furent nombreux à atteindre les trois cents. Ils se sont ressaisis comme ils ont pu, et en dedans d'une quinzaine de jours, survinrent deux autres interventions, aux inélégances en droite ligne des précédentes.

Gérard V. Étienne

Latortue, arrêtez les élections, Anglade annonce un «Rwanda bis»  
Haiti Observateur, 27 juillet-3 Août 2005

Guy-Robert Saint-Cyr

Archéologie des élites haïtiennes. Contre la pensée sclérosée d'une intelligentsia. Le Nouvelliste du 4 août 2005

La première dans Haïti Observateur, hebdomadaire de New York, me dénonce comme terroriste (par les temps qui courent !) et pousse le Canada à y donner des suites policières <sup>1</sup> ; l'autre, dans le Nouvelliste de Port-au-Prince, y va du même couplet, en l'adaptant cependant au pays et en m'accusant ainsi de non seulement cautionner la violence en cours (ce qui est passible de prison préventive, ces jours-ci !), mais encore, suprême délit, d'y voir une révolte de classes <sup>2</sup> qui, comme chacun sait, ne saurait exister vu la bonne entente éternelle entre les moins de 5% de nantis et les plus de 95% de déshérités en Haïti !

Le texte qui suit est une mise en perspective des trois articles pré-cités, Brousseau, Etienne, Saint-Cyr, qui sont très largement en circulation sur le WEB- (et que par commodité nous reproduisons à la fin de cette mise en fascicule pour Les classiques des sciences sociales 2009). Les idées développées par les deux détracteurs -- enfin, pour ce qui chez eux en tient lieu, car elles sont bien minces leurs

---

<sup>1</sup> Je cite : Georges Anglade... fournit aux terroristes les formelles garanties pour la décapitation, la mutilation, l'assassinat crapuleux du peuple et des victimes innocentes kidnappées. Prononcé dans un pays soi-disant opposé au terrorisme (le Canada bien sûr)...Fin de citation.

<sup>2</sup> Je cite : Ces derniers temps, on a même entendu certains d'entre eux (parmi ceux vivant au Canada) cautionner politiquement cette vague de violence qui déferle sur Port-au-Prince en affirmant sans vergogne qu'il s'agit d'une révolte de classes entre une majorité de pauvres contre une minorité de nantis. Fin de citation.

idées, comme nous le verrons – seront au centre de mon propos puisque leurs personnes, à ces deux messieurs, ne seraient normalement pas pour moi objet d’intérêt suffisant pour leur valoir réponse, n’était-ce la posture adoptée par eux, la plus puante à exister en politique, quel que soit le régime, quelle que soit l’époque, celle des délateurs et des indics, grands pourvoyeurs des prisons (et je sais de quoi je parle), des plumitifs en mal de meutes à la curée pour se faire du capital ou de la place à peu de frais ; bref, de ces figures abjectes et méprisables capables de tout et de n’importe quoi. Alors, pourquoi leur répondre ? Neuf fois sur dix cela ne vaut même pas la peine de leur répondre, et puis une fois sur dix, il faut le faire, comme maintenant, quand l’heure est si grave au pays et quand les menaces planent si bas au pays et qu’il urge de progresser vers la sortie du tunnel pour faire avorter l’horreur dont la crise est enceinte. Alors, alors oui, il faut leur faire face...

GA <sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Georges Anglade est un observateur natif de Port-au-Prince dont il a approfondi et accompagné l’évolution d’abord dans de nombreux travaux de géographie à titre de professeur titulaire de l’UQAM; ensuite dans la gestion de cette ville comme ministre responsable un temps de ses infrastructures (1995, l’année où la chance est passée) et enfin dans la symbolique de la capitale comme écrivain de lodyans haïtiennes sur les différents paysages culturels à s’être succédé depuis le milieu du XXe siècle. Georges Anglade est le président du Congrès mondial haïtien qui vient de tenir à Montréal, au début de juillet, ses premières Journées Internationales (JI2005) qui ont vu défiler trois cents participants en trois jours, dont une brochette relevée d’une trentaine de délégués venus principalement de quatre des zones des communautés haïtiennes dans le monde, France-Europe, New-York et NE des EUA, Miami-Floride et Haïti.



## Bref état des lieux à Port-au-Prince

[Retour à la table des matières](#)

Cette année à Port-au-Prince, les grands vœux que s'échangeaient les personnes étaient : Sécurité! Autrefois on disait Santé, Bonheur, Argent, ou autre chose. Mais maintenant : Sécurité! C'est que cette ville est en proie à une guerre de basse intensité<sup>4</sup> qui peut à tout moment changer de nature et de niveau, surtout que personne ne semble responsable de gérer cet organisme de tous les risques, quand ce qui s'y passe actuellement est porteur de démesures à prendre très au sérieux si l'on veut les éviter.

L'évolution de la question haïtienne au long des vingt-cinq dernières années, soit à partir du début des années 1980, revient pour l'essentiel à suivre les métamorphoses de Port-au-Prince. C'est le passage, largement documenté dans la littérature scientifique, d'une centralisation à une mégapolisation, suite à l'accumulation de valeurs de centralité en un lieu transformé en NRU, en Nouvelles Républiques Urbaines<sup>5</sup>. Cette position centrale renforcée de Port-au-Prince en a fait le point de convergence des lignes de forces qui constituent l'ossature du nouvel espace national (diasporas comprises), et le point de cristallisation de tous les problèmes qui forment la toile de fond de la scène haïtienne. Comme va la question haïtienne va Port-au-Prince, et comme va Port-au-Prince va la question haïtienne. La conséquence la plus porteuse de cette interrelation est que si sur cette ville pendent tous les risques accumulés, c'est aussi que toutes solutions à la crise économique, politique, environnementale et sociale du pays passeront

---

<sup>4</sup> Ce concept de Guerre de basse intensité s'est fait une place dans les analyses de situation en Haïti depuis plus d'une dizaine d'années, voir notamment *HAÏTI: UNE GUERRE DE BASSE INTENSITÉ* dans le numéro spécial de la revue de grande diffusion Sciences Humaines, hors série, Les nouveaux espaces ruraux, no4, février-mars 1994, dans lequel je le mets au travail. Au pays des bourgs-jardins, sur les fondements de l'ordre ancien, jusqu'au projet de «migration zéro» dont le concept apparaît ici pour l'une des premières fois.

<sup>5</sup> Tous les articles s'y rapportant, et la discussion théorique et méthodologique, sont consignés dans *CARTES SUR TABLE*, 1990, 3 vol. 600 pages, Deschamps-PauP, Erce-Montréal.

d'abord par elle comme caisse de résonance de la totalité. «*Port-au-Prince tous risques*» est bien l'objet dont il me fallait rendre compte dans la conjoncture actuelle, ce qui est passé à vingt pieds au-dessus de la tête de ces deux messieurs dont les grilles d'analyses sont en retard d'une génération au moins : l'un fait dans la diatribe mi-centenaire du type des Souverains de 1956-1957, l'autre dénonce tout ce qui bouge comme un macoute de 1960 le ferait. Le problème est qu'on est en 2005, avec un tout autre état des lieux qui n'offre aucune prise aux chantages d'autrefois, qui savaient être souvent mortels, mais devenus sans objet ici et maintenant !

Que l'on se souvienne de la fin des Duvalier au début de 1986, comme de celle de Marcos d'ailleurs aux Philippines au même moment, c'était, une fois évacuées les écumes de surface, la confirmation en profondeur que l'espace des Cités, les bidonvilles, avaient acquis une forte autonomie à côté du rural et de l'urbain traditionnels. On passait, dans la théorie en géographie, de l'espace à deux dimensions (rural-urbain) à l'espace à trois dimensions (bidonville-rural-urbain), tandis que le Canada, par exemple, achevait son passage de deux dimensions à une seule dimension, l'urbanité. L'avenir même du XXI<sup>e</sup> siècle semblait tenir pour une large part en pays sous-développés à la gestion de cette troisième et nouvelle dimension d'espace qui regroupait déjà de 40 à 50% de la population totale des villes du Tiers monde. En ce moment 2005, l'espace des Cités à Port-au-Prince, c'est plus de 90% d'une population de 2 millions et demi d'habitants, soit plus deux millions de bidonvillois sans eau, sans électricité, sans route, sans latrines.... entassés sous des toits de fortune aux murs faits de n'importe quoi. Port-au-Prince vue d'en haut est un immense bidonville des pauvres, avec ici et là quelques îlots de riches, encerclés par ce paysage des Cités qui avance sans arrêt comme une coulée de laves venues des campagnes, des provinces et de la misère.

Que l'on se souvienne encore, en début des années 1980, de la panique générale face à ce fléau que l'on ne savait pas encore nommer SIDA et que l'on identifiait par les quatre groupes qui semblaient en être les premières victimes : les 4H, héroïnomanes, homosexuels, hémophiles et Haïtiens. La conséquence la plus dramatique, vingt-cinq ans plus tard, n'est pas le choc collectivement reçu par les Haïtiens de se voir ainsi catalogués, mais bien la production massive d'orphelins du SIDA, en une quantité telle que les mécanismes traditionnels d'absorption des orphelins par la famille élargie s'en sont trouvés débordés. Actuellement, de cette

population totale de huit millions au pays, les cinq millions de jeunes doivent compter dans leurs rangs pas loin du million d'orphelins du SIDA. Port-au-Prince, c'est aussi dangereusement un demi-million de ces orphelins laissés à eux-mêmes, vivant sans la moindre lueur d'espérance, exploités, violentés et embrigadés à toutes les fins inimaginables et répugnantes.

Ce phénomène du million d'orphelins du SIDA induit une hypothèse absolument inquiétante, celle de l'âge moyen de la population haïtienne en Haïti. Déjà que l'impression empirique de hordes d'enfants à Port-au-Prince leur vaut depuis dix ans une suite de noms des plus dégradants, et dans lesquels revient toujours le mot «rat» ; *kokorat*, *ratpakaka*, etc. J'ai eu, à chacun des sept ou huit voyages au pays ces cinq dernières années, à prendre la mesure de l'imaginaire affolé des nantis face à cette invasion de «rats» digne de la plume d'un Albert Camus. Il faut alors partir de l'âge moyen de la population mondiale qui est de 26 ans, et dont l'indice le plus élevé appartient au Japon avec 41 ans et le supposé plus bas au Yémen avec 16 ans. Or, à conjuguer au bout de vingt ans en Haïti ces deux phénomènes massifs de la migration sauvage des adultes laissant leurs enfants pour un temps au pays, et l'augmentation du nombre d'orphelins du SIDA dans nos familles très largement monoparentales... je me demande, effrayé, si l'âge moyen réel de la population en Haïti ne serait pas inférieur à celui du Yémen, de l'ordre de quinze ans chez nous (et j'ai déjà vu avancer 13 ans !). Ce qui nous poserait un monumental problème valant toutes les priorités : une ville d'enfants ; une ville donc où les enfants devraient être des rois, pas des rats !

Que l'on y ajoute quelques ingrédients anciens et nouveaux, comme la drogue facilement accessible depuis belle lurette et les armes en surnombre à portée depuis toujours, la paupérisation brutale récente (avant le 29 février 2004) de la mince couche de classes moyennes victime de l'extorsion criminelle de leurs économies par des ventes pyramidales camouflées en coopératives d'épargne offrant 10% de rendement par mois (avant leur disparition prévisible un jour avec la caisse) <sup>6</sup> ; la mise à pied brutale et sans vision, ces dix-huit derniers mois, du petit

---

<sup>6</sup> Dans « Deux concepts en bout de piste : dixième département et double nationalité », *Le Nouvelliste* du 7 mars 2002, Cahier spécial Bilan Économique 2001, 56 pages, pp.18 et 20, (article traduit en plusieurs langues par des journaux étrangers et largement circulé sur le WEB) nous avons dès ce moment dénoncé cette forfaiture en cours, alors que tout le monde semblait y adhérer,

personnel de la fonction publique, qui par milliers venait des bidonvilles ; l'espérance démocratique d'autant plus déçue qu'elle fut grande et surtout les centaines d'experts en bandes de voyous et gangs de rues aux compétences redoutables, peaufinées dans des prisons américaines et canadiennes. Ils ont été renvoyés, une fois leur peine purgée, dans l'Haïti qu'ils avaient quitté bébés, pour leur réinsertion sociale maintenant dans les bidonvilles... Combien sont-ils ? Des centaines ou des milliers, discrètement retournés par le Canada et les USA ces dernières années ? Qu'importe leur nombre, mais dans la coopération internationale actuelle, ces «retournés» sont, dans leurs métiers respectifs, les plus compétents des experts sur place à Port-au-Prince, puisque sortis des meilleurs centres au monde pour cette formation, les prisons en nordamérique.

Quant on en vient après cela à parler de sécurité à Port-au-Prince dans le décor que nous venons d'évoquer, il faut revenir aux bases : le ratio partout dans le monde entre policiers et population est actuellement de l'ordre de 1 à 100. Qu'il s'agisse de Montréal, Santo Domingo, Caracas, New York, Miami... la protection des biens et des personnes commande ce ratio partout atteint par l'addition des différents corps dédiés à la sécurité. Faisons le calcul : avec une population de 8 millions en Haïti, l'on devrait s'attendre à 80 000 policiers et assimilés, n'est-ce pas ? C'est d'ailleurs exactement pour les mêmes chiffres la situation en République Dominicaine, 8 millions d'habitants et 80 000 gens d'ordre. C'est quoi alors ce ratio qui oscille de 1 pour 1 000 à 1 pour 3 000 à Port-au-Prince depuis vingt ans ? En juillet 2005 à peine 3 000 policiers en état de fonctionner normalement, on est très loin du compte ! Qu'est-ce qui peut donc expliquer que l'irréparable ne se soit pas encore produit depuis deux décennies comme ailleurs ? Qu'aucune famine n'ait poussé à de dévastatrices émeutes de la faim comme ailleurs ? et que finalement la guerre de basse intensité soit encore tellement limitée et retenue, compte tenu des exacerbations locales ? Eh bien, c'est l'effet de diaspora. L'effet de diaspora dont les transferts massifs et quotidiens temporisent la crise pour l'empêcher à court terme d'aller aux extrêmes. L'effet de diaspora comme unique banque de ressources humaines et matérielles, à court et moyen termes, que possède ce pays pour sortir lentement de cette crise. Disons-le tout net : l'avenir du

---

comme porteuse de la fin de l'appui des classes moyennes à ce gouvernement fautif, au même titre que l'extermination des cochons créoles en 1980 avait poussé la paysannerie dans l'opposition active des Ti-legliz .

pays passera, en grande partie, par les multiples modes d'articulation à sa diaspora.

Les Haïtiens dans le monde, c'est quatre millions d'expatriés dans une douzaine de zones principales, d'où ils transfèrent, aux huit millions au pays, de trois à cinq millions de dollars US chaque jour que le bon dieu fait, jour après jour, sans en jamais sauter aucun, soit entre un milliard et un milliard et demi de dollars US par année. C'est de loin la ressource principale actuellement en exploitation dans ce pays : les économiquement actifs dans les diasporas. À côté de cela, les promesses d'aide internationale, régulièrement ramenées sur la table depuis des lustres et jamais tenues ne serait-ce qu'une fois... ne font pas sérieuses et ne sont effectivement pas sérieuses. Le pays vidé de ses cadres (trente mille parmi les derniers ont reçu un visa canadien d'émigration ces trois dernières années) ne pourra de plus jamais ex-nihilo avoir la fonction publique exigée pour décaisser cette aide. Ils seraient donc temps de couper court à tous ces mirages de l'aide pour Haïti, de couper court à cette culture de l'assistance, sous toutes ses formes, pour ne plus faire que du commerce et ne plus parler que d'investissements pour le développement. Voilà l'une des pistes fondamentales sorties des JI2005 du Congrès mondial haïtien début juillet à Montréal ! C'est le point de départ du nouvel aggiornamento que commande cette crise tous azimuts.

Les activités économiques actuelles d'Haïti ne sont que le recyclage de ce milliard et demi par année venant des diasporas et dont chaque secteur convoite sa part, en commençant par les officines des transferts d'argent qui prélèvent en moyenne 12%, soit entre 150 à 200 millions par année rien que pour acheminer ces sommes aux petits bénéficiaires ; un scandale qui donne le ton au reste des prélèvements qui se passent dans la plus pure tradition de la Caraïbe des pirates, corsaires et flibustiers. Que ces transferts soient un baume de temporisation dans la crise est évident, mais les mécanismes par lesquels ils sont immédiatement récupérés au détriment des bénéficiaires sont porteurs d'un affrontement majeur le jour où il faudra changer de règles, puisque ces règles ne tiendront plus longtemps. Même l'économie dominicaine estime à plusieurs centaines de millions de dollars par année sa capacité à récupérer, en dernière instance, sa part des envois de la diaspora haïtienne ! Ce serait ne rien comprendre aux violentes manifestations de la crise actuelle que d'imaginer un retour pur, dur et dru au statu quo ante d'une minorité gavée et des masses de 95% saignées à blanc, dont les enfants de

la rue ! Port-au-Prince ne sera jamais plus comme avant, surtout après ce que la gestion politiquement incompétente des dix huit derniers mois, mais incompétente par-delà tout entendement politique, dans sa révocation de tous les petits salariés des bidonvilles, facteur non négligeable de la mutation au quotidien d'une misère, de passive à active. Bref, il va falloir trouver moyen de semer les transferts, dans la production locale d'une autonomie alimentaire et d'investir les transferts dans l'industrialisation d'amont et d'aval de cette production agricole...<sup>7</sup> Ce sera d'ailleurs là tout l'enjeu de gouverner au prochain mandat pour éviter le pire.

La grande mue en sociologie haïtienne vient de ce que l'essentiel des classes moyennes s'est retrouvée à l'étranger, dans cette configuration en «un tiers deux tiers», entre les Haïtiens au pays et ceux dans le monde. Ce partage laisse au pays un face-à-face entre une minorité de moins de 5%, riche, instruite... et une majorité de plus de 95%, illettrée, misérable, sans le tampon intermédiaire des classes moyennes de plus de 20% dans les diasporas. Or il n'est point de démocratie et de développement sans classes moyennes, puisque les deux supposent des classes moyennes nombreuses! Cette nouvelle donne sociologique capitale restera au cœur de la question haïtienne encore longtemps en ce siècle.

L'environnement à Port-au-Prince, comme ailleurs au pays, est à bout de souffle, conséquence de trois siècles d'inconséquences. Fouille inconsidérée de carrière de sable en hauteur, déboisements anti-guérilla du Morne l'hôpital, construction obstruant les grands collecteurs, etc. Mais la nature plaide non coupable pour les paysans. S'il ne s'agissait que des paysans et de leur charbon de bois, le pays serait encore boisé à 100%, car cette consommation culinaire ne dépasserait pas le bois-mort annuel produit par les arbres. Seuls les déboisements coloniaux de la France au 18e siècle, le cycle économique d'exportation des bois tinctoriaux au 19e siècle et la grande consommation du 20e siècle des entreprises d'alimentation, de nettoyage à sec, de distillation et d'exportation de bois... peuvent expliquer ce rocher devenu chauve au bout de trois siècles d'irresponsabilités des élites, politiques et économiques. À cette extrême où se retrouve Haïti, reconstruire l'environnement ne sera jamais qu'une entreprise d'État soucieuse de la propriété de la terre, car seuls des propriétaires de la terre prendront soin de la

---

<sup>7</sup> Cette perspective est encore la seule qui se tienne; elle a l'avantage de pouvoir compter sur une conséquente série d'études de faisabilité.

couverture végétale nécessaire à la production de leurs biens. Nous en sommes là. C'est le «sine qua non» de l'intervention en environnement, quand ce qui reste est de moins de 2%. En clair, sans réforme préalable de la propriété, point d'arbres.

L'État est totalement effondré et la souveraineté effectivement perdue. C'est à Port-au-Prince que cela se joue. De ce constat actuel d'échec, il faudra reconstruire l'État et reconquérir la souveraineté. Inutile de jouer sur les mots, le pays est occupé pour longtemps. Mais le retour à la démocratie se vivra principalement dans les arènes des institutions politiques et administratives à rendre respectables et respectées. La restauration de l'autorité de l'État suppose donc que l'État en devienne digne, dans ses rôles de régulateur, d'arbitre, d'entrepreneur, de stratège et de gestionnaire. Il lui faudra apprendre à tenir la balance juste entre toutes les catégories de population, et pas seulement en faveur des nantis comme depuis deux siècles. Il lui faudra surtout apprendre à tenir ses distances des vastes pratiques de la coopération internationale qui ont été jusqu'à se partager le pays en zones d'influences avant de quasiment se substituer à lui, l'État. La parade est trouvée : ne plus faire avec eux que du commerce et ne plus leur parler que d'investissements, point de départ, sans doute, pour en finir avec toutes ces aides non durables que l'on fait miroiter depuis cinquante ans de projets de développement et cinq décennies d'échecs !

Mais comment sortir de la rue cette espérance, pour que le «salon du peuple», comme on disait autrefois de la rue, le béton, ne soit pas le seul théâtre, pour le pouvoir comme pour l'opposition, où se joue cette reprise ? La rue est actuellement le seul terrain de jeu des revendications, des violences, et des affrontements de tous les bords. Pour quitter la rue au profit des institutions, il va falloir être convainquant pour les autres et convaincu pour soi-même. Il faudra de solides garanties pour que se taisent les armes et que s'inverse la formule connue : «abandonner la dialectique des armes pour revenir à l'arme de la dialectique».

Qui vous semble capable, à chacun de vous, sur le terrain au pays actuellement, de présider l'équipe de ce miracle collectif ? À chacun de vous de répondre et d'agir en conséquence. Mais, et quelle que soit votre réponse, le Congrès mondial haïtien, dont je suis pour le moment, et pour un mandat, le président du Conseil, fera son travail le plus possible en articulation avec cette nouvelle équipe à émerger au 7 février 2006, et l'équipe qui viendra après celle-là, et ainsi de suite, tout au long du troisième centenaire, comme une Boîte à idées, à projets et à

actions pour la solidarité des Haïtiens dans le monde, en tant que collectif politiquement engagé certes, mais jamais partisan de qui que ce soit. C'est ainsi que se montent les Congrès mondiaux pour cent ans, génération après génération, jusqu'à ce qu'ils deviennent des forces de progrès collectif.

Un savoir fin sur Haïti est hautement maîtrisé par ceux dont c'est le métier, à un tel point que le dernier rapport, le Cadre de Coopération Intérimaire, autour duquel se fait grands bruits, le CCI, n'a été qu'une rapide compilation pour laquelle il a suffi d'un ou de deux petits mois, pour vite rassembler 400 contributions à faire une courte-pointe de courte-vue... au coût de 2 millions (que nous devons payer sous une forme ou sous une autre, un jour ou l'autre !)... et en confier l'application à un organisme absent du pays depuis au moins cinq ans. On se fout de nous ; ou plutôt nous permettons que l'on se foute de nous ! Haïti n'est pas si pauvre que cela, puisque c'est la première source de richesse des experts internationaux depuis cinquante ans !

Ce n'est pas la lumière qui manque en Haïti, c'est le bout du tunnel qui n'est pas trouvable. Tout a été étudié en profondeur. Absolument tout ce qu'il faut savoir gît dans une bibliothèque aux milliers de rapports. Si ce n'est donc pas une question de lumière, mais bien de bout de tunnel, il importe de savoir comment l'atteindre. Telle est la seule question de départ du moment, tant que l'irréparable (je n'ose toujours pas dire l'imparable !) qui pend ne tombera pas dessus Port-au-Prince.

Et dans tout ce qui vient d'être dit, Guy-Robert Saint-Cyr ne détecte pas le moindre signe d'un antagonisme de classes, et Gérard V. Étienne ne voit que terrorisme à dire qu'il y a là matière à explosion sociale ! Sans commentaire !!!

Mais une citation vieille comme la ville, tout de même :

*Toute Cité, aussi petite soit-elle, est en fait divisée en deux  
L'une étant la cité des pauvres, l'autre celle des riches  
Elles sont en Guerre l'une contre l'autre  
Et dans chacune d'elles existent maintes divisions plus petites  
Et vous seriez complètement à côté de la question  
Si vous les traitiez toutes comme un seul État  
Platon, La République, livre IV.*



## Et revenons-en à ces messieurs

[Retour à la table des matières](#)

L'« Archéologie » par Guy-Robert Saint-Cyr -- pompeuse référence à la méthode du Michel Foucault de 1969 pour si peu que rien -- n'est même pas un époussetage, voire de la fouille... tant l'article est superficiel ! Archéologie : *gwo non kap tuye ti chen*. L'idée centrale du texte est complètement fautive. Il dit des élites intellectuelles aînées, la sixième génération donc, la justement redoutable en matière de reproblématisation du social haïtien, qu'elle n'a pas de pensée cohérente, n'a rien produit, que c'est un vide et j'en passe... Il ne faut vraiment pas lire, comme il faut lire quand on se pique de sciences du social, pour ne pas savoir que les années 1975-2000 se caractérisent dans les sciences du social haïtien par cette production exceptionnelle qui a abouti à une reformulation totale des questions du social haïtien. Toutes les grilles d'analyse se sont raffinées et d'autres ont été produites. Et qu'il en est sorti un achèvement fort honorable du paradigme des «savoir-faire», et que pratiquement tout ce qu'il fallait savoir l'était, pour une sortie de crise en 1990. La réalité de ce qu'ont été les choses est très exactement le contraire de ce qui est avancé par Guy-Robert Saint-Cyr. Jamais en deux siècles nous n'avions eu une aussi précise idée de ce qu'est cette société haïtienne et sa voie de sortie de la crise. (D'avoir échoué, au long de l'année 1995, la chance qui passait depuis dix ans... est une autre question, car il ne suffisait pas du seul savoir, quelque remarquable fût-il, et il le fut dans la sixième génération ; restait encore le vouloir politique et son action). La jonction du politique et du scientifique n'avait jamais autant été possible qu'à ce moment, au point qu'une chance très réelle passait dans cette conjoncture. <sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> « Au rendez-vous de l'alliance entre le politique et le scientifique », un entretien avec Anaïse Chavenet le 19 novembre 1990 et publié dans *le Nouvelliste* des 23, 24, 25 et 26 novembre 1990. Quinze ans après, l'analyse de la conjoncture n'a pas pris un pli, en ce qu'il démontre la claire vision du risque et de la chance qui se prenaient à ce moment-là, et ce que échouer pouvait signifier pour 2004. C'était de la lucidité, comme la lucidité en ce mois d'août 2005 commande de regarder dans les yeux le malheur qui pend.

Robert Saint-Cyr n'a aucune maîtrise de l'état des questions qu'il traite. C'est étonnant, parce que c'est la toute première démarche apprise que de faire le tour de la question avant d'y aller soi-même, au risque de bourdes monumentales comme celles qui émaillent son texte. Visiblement pour lui, ce qu'il n'a pas lu n'existe pas, et là, il faut lui accorder que pas grand chose ne doit exister, tellement il lui en manque de grands bouts<sup>9</sup>, enfouis dans cette grande bibliothèque haïtienne des dernières décennies, dont trois centaines de titres incontournables de la sixième génération, qui sont à traverser avant de s'aventurer à étaler autant d'ignorances, c'est le mot, et d'oser ce sous-titre à mourir de rire : *contre la pensée sclérosée...* « des aînés fatigués, déphasés et même dépassés ». C'est l'équivalent québécois du « Tasse-toi Mononk », eh bien ! Ticul, les Mononks de la sixième en ont encore pour un boutt, va falloir toffer !

La deuxième idée de base : la nouvelle génération doit penser sa propre problématique ; Lapalisse ne ferait pas mieux comme banalité. À chaque génération la sienne, évidemment : la sixième s'est époumonnée sur les savoir-faire, après la cinquième qui s'était attelée aux classes moyennes, et la septième en ce premiers tiers de siècle aura à penser l'articulation des diasporas avec le pays natal. Je ne sais plus combien de textes j'ai lus là-dessus, sur les paradigmes portés par chaque génération, notamment les trois générations haïtiennes à avoir fait le XXe siècle ! Cette réflexion est donc bien en marche pour le XXIe siècle, et aux JI2005 du Congrès mondial haïtien on en a eu maints exemples venant de ces hommes et femmes autour de la quarantaine, tous travaillant sérieusement à Montréal, New York, Paris, Miami, PauP... Je dis publiquement, qu'en quarante années de métier à participer à ce genre de rencontres, avoir rarement vu sortir autant de pistes nouvelles que dans ces JI2005 ! Notamment par cette brochette remarquable dans la quarantaine, colletée à cette articulation de dedans et du dehors.

Mais il n'y avait effectivement rien, pendant ces trois jours de rencontres, qui soit du vaseux de Guy-Robert Saint-Cyr, c'est vrai. Et si c'est, comme il le présente, sur ses performances à lui, et quelques autres comme lui, qu'il fallait faire reposer la reproblématisation des sciences du social haïtien, de la septième génération au pays et de la deuxième génération dans les diasporas... il y aurait effec-

---

<sup>9</sup> Je cite : De la façon dont la situation se présente actuellement, il serait maladroit et même suicidaire d'espérer quoi que ce soit de la part de nos aînés ou de nos intellectuels. Fin de citation.

tivement de quoi paniquer. Mais ce n'est pas le cas. Ils sont très nombreux à avoir choisi de prendre les moyens pour être au rendez-vous de la prochaine génération qui pensera le rapport des diasporas au pays d'origine, le paradigme à bâtir les vingt-cinq prochaines années. Le travail long et patient au bout duquel surviendra ce requestionnement est en marche, et marche bien.

Finissons par ses éructations... il me menace «des poubelles de l'histoire». Bon, nous verrons bien. Mais si c'est pour m'y retrouver avec Claude Moise et Emile Ollivier qui sont aussi pris à partie pour «n'avoir apporté rien de neuf dans l'histoire des idées en Haïti» avec leur «Repenser Haïti», suivi de ce jugement hautain qui s'est cru définitif : « D'ailleurs, auraient-ils pu faire autrement ? »... eh bien, je préfère, quels que soient nos points de divergence, encore cette compagnie d'intelligence d'Émile et de Claude pour l'éternité, à celle de Guy-Robert Saint-Cyr dans son «Panthéon pour petits cons». La misère de sa pensée a encore un long chemin à faire avant d'arriver à penser la misère haïtienne... grâce que je lui souhaite quand même, s'il veut travailler, mais ce que travailler veut dire, en sciences du social haïtien. Pour le reste, où il veut et quand il veut, un amphi et deux micros, l'UQAM du AM050 par exemple, un face à face, une salle emblématique, deux cents places assises pour les témoins... <sup>10</sup> car, et c'est en cela qu'il rejoint la bafouille de Gérard V. Étienne, je lui promets la démonstration que son texte est sans consistance aucune, de délations avant tout, propos d'indicateur frustré qui un jour découvrira peut être combien piégé il a été, et manipulé, et combien et comment toutes les polices infiltrent. Et recrutent ?

Gérard V. Étienne n'a pas toujours été ainsi, lui qui vit actuellement dans un autre monde, dans un au-delà où je n'ai pas vraiment le goût de le réveiller... car il doit rêver en couleur, Nirvana où le sang ne serait plus que confiture de fraises, préalablement équeutées par cette présence empressée et intempestive à ses côtés, elle, plutôt spécialisée dans les dénonciations anonymes répétées. Gérard V, même abusivement poussé par ceux qui exploitent abusivement son état, signe encore tout et n'importe quoi à visière levée, lui, faut lui reconnaître au moins cela. Y a-t-il vraiment des personnes pour croire, autre que Gérard V., que ces enfants

---

<sup>10</sup> Dans « *L'espace d'une génération* », éditions Liber de Montréal en 2004, collection de Vive Voix, 275 pages, des entretiens avec Joseph Josy Lévy, je parle ce que parler veut dire. Il me semble que c'est par là qu'il aurait dû commencer ; il se serait évité bien des choses !

de la rue, ces orphelins du SIDA, affamés et délaissés, dans cet enfer de la capitale, ont besoin de moi pour leur dire que ce qu'ils vivent dans leur ventre chaque jour s'appelle la faim ? et que ce qu'ils ressentent comme manque c'est l'orpheline solitude ? que ce qu'ils désirent est tout juste une petite chance pour reprendre leur souffle ? et qu'ils ne sont pas des rats, même si on les condamne à vivre dans des trous de rats ?

Alors à toi qui me lis je dis non, souverain de moi-même, je ne suis le messager de personne, que je n'ai aucun engagement politique partisan, que je ne roule ni pour le diable ni pour le bon dieu. Je suis seulement, pour le moment, le président du Conseil du Congrès mondial haïtien, et que c'est à ce titre que je tiens une parole publique sur les questions haïtiennes, cette parole qu'il incombe à un Congrès mondial haïtien de tenir, pour que cesse cette violence structurelle de deux siècles et conjoncturelle de deux ans (*En deux ans comme en deux siècles...*) et que revienne la sécurité pour tous ; ce qui est dit noir sur blanc, et en couleur, dans ce Cahier de 16 pages du CMH, encarté en janvier 2005 à vingt-cinq mille exemplaires dans *Le Devoir*, et quinze mille exemplaires dans *Le Nouvelliste* en février ; à lire au plus vite Gérard V., au plus vite.

Mais encore une parole de mise en garde, car il y a effectivement un malheur qui pend. Depuis dix ans j'ai vu beaucoup de spécialistes et de rapports et d'articles et de communications... pressentir et annoncer ce malheur qui pend. Je ferai tout pour que rien n'arrive évidemment <sup>11</sup>, notamment en continuant à parler de cette menace réelle sur le Port-au-Prince tous risques, et en continuant à chercher la voie d'évitement de ce malheur inutile, qui ne ferait que retarder sa vocation d'avenir de Ville d'enfants où l'enfant devrait être roi.

GA, Dimanche 14 août 2005

---

<sup>11</sup> Position que François Brousseau, en vrai professionnel du journalisme et de l'écriture, lui, n'avait pas manqué de souligner avec honnêteté : « Anglade s'est donné pour mission de rassembler, de toute urgence, -- etc, etc. -- pour conjurer la malédiction. Et rien ne lui plairait davantage que de se tromper dans ses prédictions ».

# ANNEXES

---

## “De Bagdad à Port-au-Prince.”

LE DEVOIR (Montréal) Édition du lundi 18 juillet 2005

Par François Brousseau

[Retour à la table des matières](#)

Un mort à Londres, ça vaut combien de morts à Bagdad? Poser la question n'est pas minimiser l'horreur des attaques du 7 juillet, qui ont tué 54 personnes dans la capitale britannique. Mais au cours de la semaine qui a suivi ces attaques, la seule région de Bagdad a connu trois fois plus de morts violentes, dans des scénarios similaires qui font partie de son quotidien. Alors qu'à Londres, Madrid ou New York, l'événement reste unique, et vécu comme tel.

Les journaux britanniques évoquent ces jours-ci tous ces destins brisés, un funeste matin d'été, dans un métro ou un autobus de la City... El País de Madrid avait fait de même pour les 191 victimes des attentats de mars 2004. Et on se souvient du New York Times qui, six mois durant, avait publié un article sur chacune des victimes du World Trade Center...

Mais les noms des 30 enfants tués mercredi alors qu'ils s'attroupaient pour des bonbons, ceux des 71 victimes de l'attentat au camion-citerne, samedi au sud de Bagdad, ou encore des 16 personnes déchiquetées hier –dimanche routinier -- dans au moins cinq attentats distincts, nous demeureront à jamais inconnus.

Restent les chiffres : selon le site [www.iraqbodycount.net](http://www.iraqbodycount.net), l'une des meilleures sources sur les morts violentes de civils en Irak, le compte s'établissait hier à un minimum de 22 850 morts. Le cap des 15 000 avait été franchi fin décembre 2004. Ce qui donnerait, pour la première moitié de 2005, l'équivalent de 145 attentats de Londres. Donc à peu près un par jour. Un Londres par jour, chaque jour que le diable amène...

\* \* \*

À ce compte-là, un assassinat en Haïti, quel est son cours à la cynique bourse des nouvelles mondiales ? Les agences de presse ont cité le chiffre de 700 morts violentes depuis septembre 2004. Rapt, viols, tueries entre police et gangs armés, meurtres de journalistes, hantent Port-au-Prince par vagues successives...

Mais pour certains observateurs, ce niveau de violence n'est rien en regard de ce qui se prépare... Selon Georges Anglade, Haïti est menacé par une tornade meurtrière mille fois pire que la tempête tropicale Jeanne qui avait dévasté les Gonaïves, en septembre 2004.

Ce sera « un Rwanda-bis, une révolte qui jettera les 90% de déshérités à l'assaut des 10% de riches, sans compromis possible », me dit l'écrivain, ancien ministre, géographe à la retraite de l'UQAM. Et la violence larvée d'aujourd'hui ne donne qu'une petite idée du potentiel de destruction qui s'accumule.

Anglade s'est donné pour mission de rassembler, de toute urgence, la diaspora haïtienne -- quatre millions de personnes concentrées dans l'axe Montréal-New York-Miami, avec quelques antennes européennes -- pour conjurer la malédiction. Et rien ne lui plairait davantage que de se tromper dans ses prédictions.

Ils étaient 300, les 7, 8 et 9 juillet, réunis à l'UQAM pour mettre sur pied, à son initiative, un « Congrès mondial haïtien ». Un événement oublié par les médias locaux, qui avaient pourtant couvert, trois semaines plus tôt, la Conférence internationale des « pays donateurs ». Il faut dire que la réunion s'est tenue au moment précis des attentats de Londres...

Il y avait là Jean Métellus, le poète-médecin, venu spécialement de Paris pour parler « réseaux » et « responsabilité de la diaspora ». Et la conteuse Mimi Barthélémy... Mais aussi des professeurs, des ingénieurs, des policiers, dont Haïti man-

que cruellement. Et il y avait Gary Eugène, un des nouveaux dirigeants de la police de Miami, venu aborder la difficile question sécuritaire en Haïti...

Détail intéressant : lors de la soirée d'ouverture de ce colloque fondateur, Joseph Gabay, président pour le Québec du Congrès juif canadien, est venu expliquer, à ces messieurs-dames de la diaspora haïtienne, ce que «réseau», «lobby» et «solidarité» voulaient dire...

Durant ces trois journées à Montréal, deux absences déplorées par Georges Anglade : celles des gouvernements de Québec et d'Ottawa. « D'autant plus regrettable, précise-t-il, qu'Ottawa vient de recevoir, des "mains" de Washington, la responsabilité de piloter le dossier haïtien. » Façon, peut-être, de se débarrasser d'une patate chaude...

\* \* \*

Karl Rove passera-t-il l'été ? C'est LA question à Washington... Le conseiller principal du président a été -- c'est aujourd'hui établi -- mêlé aux circonstances menant à la divulgation du nom d'une femme agent secret, dont le mari diplomate avait osé défier la Maison-Blanche sur la question irakienne. Cas de vendetta typique de Karl Rove, implacable stratège, suprêmement redouté par ses adversaires...

Deux analyses diamétralement opposées circulaient, hier, sur le sort de celui qu'on appelle «le cerveau de George Bush»... Selon le chroniqueur Frank Rich du New York Times, cette fois Rove s'est bel et bien fait prendre: des preuves existent de ses conversations coupables avec des journalistes. Et ce n'est plus qu'une question de temps avant qu'il démissionne.

Mais dans une analyse publiée le même jour, dans le même cahier du même journal, la reporter Anne Kornblut écrit que Karl Rove reste pour l'instant indispensable à George Bush. Et que le président tient la loyauté pour une valeur suprême. Et ce, avant toute autre considération, quelle qu'elle soit.

Les paris sont ouverts.

François Brousseau est chroniqueur et affectateur responsable de l'information internationale à la radio de Radio-Canada.

## “LATORTUE, ARRETEZ LES ÉLECTIONS. ANGLADE ANNONCE UN «RWANDA BIS».”

Haïti Observateur, no 31. semaine du 27 juillet 2005.

Dr Gérard Etienne.

[Retour à la table des matières](#)

M. Georges Anglade ne passe pas par quatre chemins pour faire savoir à M. Gérard Latortue la certitude d'un « Rwanda bis » en Haïti au cas où le PM organise des élections sans d'abord l'élimination physique des forces terroristes au pays. Son énoncé sur le terrorisme a été reçu comme une onde de choc. Écoutez-le disserter sur la violence. Pour l'ancien ministre des Travaux publics d'Aristide : « Ce niveau de violence n'est rien en regard de ce qui se prépare ». Selon Anglade : « Haïti est menacée par une tornade meurtrière mille fois pire que la tempête tropicale Jeanne qui avait dévasté les Gonaïves en septembre 2004. Ce sera, dit-il, un Rwanda bis, une révolte qui jettera les 90% de déshérités à l'assaut des 10% de riches, sans compromis possible (...) Et la violence larvée d'aujourd'hui ne donne qu'une petite idée du potentiel de destruction qui s'accumule »

Rappelons à M. Gérard Latortue que le sieur Anglade a été le théoricien du mouvement lavalasse et l'auteur de l'ascension de JBA avec son livre LA CHANCE QUI PASSE . L'homme, malgré les mauvaises humeurs de certains barons analphabètes lavalassiens qui le jalousaient à en crever, n'a jamais renoncé à son idéologie anarcho-populiste ni condamné la vague de terrorisme qui réduit en zombis les habitants de la capitale. On comprend pourquoi décidant de mettre sur pied un organisme (comme il l'avait fait à Miami pour remettre dans le décor un Aristide qui semblait mal en point) il organisait à Montréal, Canada, les 7, 8 et 9 juillet un congrès réunissant 300 personnes à l'UQAM, Université du Québec à Montréal, dans le but de mettre sur pied «une Assemblée mondiale haïtienne» L'homme qu'on peut définir comme un maître ès sciences stratégiques politiques, aura recours à la concorde de plusieurs personnalités : Jean Métellus, docteur en



médecine, romancier; Gary Eugène, un des nouveaux dirigeants de la police de Miami, Joseph Gabail, président pour le Québec du congrès juif canadien.

De l'énoncé choc de Monsieur Georges Anglade, plusieurs hypothèses peuvent être risquées.

### *Première hypothèse.*

Duc de la noblesse lavalassienne et jouissant à Montréal (Canada) d'une réputation d'écrivain, de géographe, d'ancien ministre rendu célèbre par sa dissidence au duvaliérisme et par sa position contre la déportation d'un millier d'Haïtiens en 1972, l'homme possède tous les atouts pour être le médium de Jean-Bertrand Aristide. J'entends par médium celui qui a le pouvoir (moral dans ce cas puisqu'il sera entendu) de transmettre aux troupes un message du Chef qui incite à mener la bataille terroriste jusqu'au bout jusqu'à la défaite des adversaires (s'il y en a) et des forces étrangères que le Roi de Tabarre a déjà condamnées et avilies comme responsables de son kidnapping (même si sa lettre de démission est enregistrée à L'ONU). Ce que nous devons retenir de cette hypothèse, c'est la redondance articulée du message aristidien. Le prêtre défroqué, depuis le massacre de Saint-Jean Bosco jusqu'à celui des habitants de Raboteau, de la Scierie à Saint Marc, des petits commerçants du marché TET BŒUF n'a jamais caché son jeu. Ou moi le Roi avec ma cour, ma tribu, mes bourgeois au timon des Affaires de l'État ou Port-au-Prince à feu et à sang. Aussi continuant sur la foulée des déclarations de son Chef, Georges Anglade en annonçant « Une violence meurtrière pire que la tempête Jeanne » fournit aux terroristes les formelles garanties pour la décapitation, la mutilation, l'assassinat crapuleux (Mireille Durocher Bertin, Jacques Roche) du peuple (1000 morts depuis septembre 04) et des victimes innocentes kidnappées. Prononcé dans un pays soi-disant opposé au terrorisme (le Canada, bien sûr), le discours incendiaire de Georges Anglade sera reçu par les chefs de bande comme UN MOT D'ORDRE DONNÉ AUX LAVALASSIENS et transmis par une voix autorisée, celle d'un lavalassien pure laine qui d'ailleurs deux jours avant le 29 février 04 avait proposé à RDI une négociation des forces rebelles avec Jean-Bertrand Aristide.

### *Deuxième hypothèse.*

La lecture de la conjoncture politique haïtienne dégage un Élément qui n'échappe pas au penseur lavalassien, Georges Anglade, à savoir l'indifférence totale des Blancs colonisateurs à la situation haïtienne. L'OEA, l'ONU, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, LE CARICOM, LE BLACK CAUCUS, tous ces organismes racistes n'ont au fond qu'un seul objectif : La réduction par le crime de la population de l'ancienne République d'au moins un million d'Habitants. Pour cela l'ORGANISATION DES ÉLECTIONS s'avère indispensable à la sécurité publique. Or nous connaissons assez bien la stratégie de ces ennemis d'Haïti : METTRE AU POUVOIR LEUR HOMME avec 8 à 10% du vote populaire (Préval) de façon à ce que l'AFP annonce au monde entier que la démocratie a permis au peuple haïtien de choisir librement son président. Mais qu'à cela ne tienne ! Le lendemain de la mascarade, tous les Blancs désertent la colonie et laisseront les pauvres Haïtiens seuls sous les armes lourdes des terroristes. Alors Georges Anglade aura raison puisqu'à travers tout le territoire les criminels aristidiens (comme annoncé) procéderont au GÉNOCIDE DE LA POPULATION.

On assistera à la réédition des vagues terroristes en Irak. On se souvient de l'allégresse de l'Occident après une élection qui a vu ses hommes conquérir le pouvoir. Il eût mieux valu neutraliser complètement le terrorisme avant d'inciter le peuple irakien aux urnes avec comme résultat des centaines de morts régulièrement.

### *Troisième hypothèse.*

Quelle que soit l'interprétation de l'énoncé de Georges Anglade sur la VIOLENCE MEURTRIÈRE qui s'annonce en Haïti, par les colonisateurs, M. Gérard Latortue commettrait à son tour un crime de haute trahison s'il devait exposer ses pauvres frères et sœurs au cynisme des chimères et des kidnappeurs. Il n'a qu'une solution : arrêter les élections et appeler aux urnes le peuple lorsque le Canada, les

États-Unis, la France, la Communauté internationale et l'Onu auront complètement éliminé le terrorisme du territoire haïtien. Oui. Une pareille décision va provoquer un tollé général qui risque, à partir des aristidiens pointés par le Pentagone pour occuper le fauteuil présidentiel, de faire le tour de la planète. Eh bien oui. Que Latortue montre cette fois-ci qu'il est un Nègre créole, non le colonisé qui s'apprête à baiser les pieds du Blanc au moindre avertissement et à la moindre recommandation. Sur ce point, les arguments ne manquent pas. Gérard a mis les doigts sur la plaie dans son discours du 14 juillet à l'Ambassade de France : « Qu'on ne vienne pas nous dire que nous ne sommes pas en faveur de la réconciliation nationale. Oui nous le sommes, mais nous le sommes seulement (...) avec ceux qui veulent renoncer à la violence. Et je suis prêt à ne plus accepter à m'asseoir autour d'une table avec ceux qui d'un côté participent à nos réunions, rient avec nous, nous laissent l'impression qu'ils jouent le jeu et qui au détour d'une main participent à la planification, à l'organisation et à l'exécution d'actes aussi vils que ce qui se passe aujourd'hui à Port-au-Prince ». Et plus loin la vérité : « (...) Quand nous sommes arrivés au pouvoir au mois de mars, si on nous avait laissé un peu plus de liberté pour travailler avec nos anciens militaires pour qu'ils participent à la lutte contre les gangs armés, je suis presque certain qu'aujourd'hui nous n'aurions pas été dans l'impasse dans laquelle nous nous sommes aujourd'hui. Mais on a tout fait pour faire croire qu'ils étaient nos ennemis et on nous a menacés à tout instant si on voulait les utiliser. Je le reconnais honnêtement, ce fut une erreur. Mais aujourd'hui, nous ne répéterons cette erreur, nous allons chercher nos alliés là où nous pouvons les trouver pour combattre ceux qui sont décidés à nous combattre. »

Monsieur le Premier Ministre, vos alliés attendent le signal du rassemblement. Leurs chefs aussi qui croupissent en exil. Quand ces alliés et les Casques bleus auront nettoyé le terrain, alors le peuple sera invité à choisir ses représentants et son équipe présidentielle. Soyez cette fois-ci sensible à nos suggestions.

Dr Gérard Etienne.

## “ Archéologie des élites haïtiennes. Contre la pensée sclérosée d'une intelligentsia.”

Paru dans *Le Nouvelliste* du 4 août 2005.

Par Guy-Robert Saint-Cyr

*« Les intellectuels doivent étudier le passé, non pour s'y complaire, mais pour y puiser des leçons, ou s'en écarter en connaissance de cause. »*

*Cheikh Anta Diop*

[Retour à la table des matières](#)

Les graves crises politiques et économiques qu'a connu la société haïtienne depuis bientôt vingt ans, les violences que subit le pays depuis déjà un an et les inévitables conséquences désastreuses qui en découlent, interpellent l'esprit de plusieurs observateurs avisés sur le rôle des élites en Haïti. Car il est inconcevable qu'un pays qui a généré autant de sommités et d'individualités dans maintes disciplines au niveau international puisse être rendu à un degré si bas et si pitoyable à l'échelle des nations, en tout cas selon la critériologie onusienne du sous-développement. Vue de l'extérieur, la République d'Haïti paraît toujours au bord de la faillite, toujours à l'article de la mort. Mais, appréhendée de l'intérieur, quel contraste ! On ne peut s'empêcher en toute objectivité d'être frappé par la sclérose de la pensée des élites haïtiennes, par leur refus d'une pensée cohérente et par l'absence d'un discours éclairé sur le progrès et le développement. Et, en cas de coup dur, comme lors des catastrophes naturelles ou des scènes de barbarie humaine, rien n'est prévu, hormis l'espoir d'une intervention étrangère, considérée du reste comme une fatalité historique.

Aux yeux de plusieurs amis étrangers non avisés des réalités du pays, Haïti n'a produit que des tontons macoutes, des cannibales, des boat people et, aujourd'hui, des chimères. Évidemment face à ces constats peu élogieux et dégradants, les intellectuels et les élites haïtiens crient au racisme, à la xénophobie et au mépris. Mais qu'ont-ils fait concrètement pour renverser ces images dégradantes ? Comme toutes excuses, ils sortent les même rengaines : séquelles de l'esclavage, la dette de l'indépendance, l'impérialisme européen, l'impérialisme américain, le néolibéralisme, etc. Mais ils semblent ignorer cette leçon, pour répéter avec Axel-le Kabou, que « tout peuple est, en première et en dernière analyse, responsable de l'intégralité de son histoire, sans exclusive. »

En ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle, l'heure n'est plus aux prétextes et à la bouc-émissairisation, mais à l'action. Comme toute action découle indubitablement de la pensée, il nous faut des penseurs et des intellectuels pour façonner l'avenir de ce pays qui ne cesse d'être la risée du monde. Dans le début des années 1990, Claude Moïse et Émile Ollivier ont co-signé un ouvrage intitulé « *Repenser Haïti* ». À part quelques éclaircissements sur certains événements qui ont marqué la dictature de François Duvalier, l'ouvrage en question n'a apporté rien de neuf dans l'histoire des idées en Haïti. D'ailleurs, auraient-ils pu faire autrement ? On ne peut pas repenser quelque chose qui n'a jamais été pensé. On n'a jamais rien pensé, ni même d'ailleurs planifié pour ce pays. En tout cas, pas par les élites haïtiennes. En ce sens, les Haïtiens sont probablement parmi les seuls individus au monde à croire que leur développement et leur bien-être peuvent être pris en charge par d'autres personnes que par eux-mêmes. Ils devraient se réveiller et se rendre à l'évidence que le monde ne fonctionne pas de cette manière. Loin de là. C'est l'ère du vide. On serait tenté d'affirmer, pour pasticher Alain Finkielkraut, que c'est réellement la défaite de la pensée en Haïti.

Traditionnellement, les intellectuels haïtiens se contentent souvent d'appuyer politiquement les régimes corrompus et sanguinaires, les auréolant ainsi de leur prestige académique et professionnel. Ils ne se rendent pas toujours compte qu'ils se font utiliser par des politiciens allergiques à toute forme de pensée critique et constructive. Ainsi, on a vu des intellectuels de premier plan appuyer la dictature des Duvalier et le régime fasciste d'Aristide. Dans ce cas, on ne peut nullement s'étonner de leurs analyses erronées et souvent tendancieuses des réalités du pays. Ces derniers temps, on a même entendu certains d'entre eux (parmi ceux vivant

au Canada) cautionner politiquement cette vague de violence qui déferle sur Port-au-Prince en affirmant sans vergogne qu'il s'agit d'une révolte de classes entre une majorité de pauvres contre une minorité de nantis. Sans vouloir polémiquer, il n'est peut-être pas superflu de rappeler que ces messieurs ont été des idéologues et même des ministres d'Aristide, qu'ils sont, de ce fait, partie intégrante de la débâcle du pays et, donc, voués, comme leur chef, aux poubelles de l'Histoire. De toute façon, on sait depuis Alexis de Tocqueville, « qu'une idée simple mais fautive est plus facile à répandre qu'une idée vraie mais complexe. »

L'aile libérale de ce qu'on pourrait considérer (faute de mieux) comme étant la bourgeoisie haïtienne a introduit depuis quelque temps dans le paysage du pays l'idée d'un nouveau contrat social. Là encore, il s'agit d'un concept vide, d'un fourre-tout. Ce n'est pas que l'idée soit mauvaise en soi. C'est qu'elle n'est pas explorée. On ne retrouve pas dans cette idée de nouveau contrat social des réflexions approfondies sur les institutions politiques, sur les organismes de contrôle, sur l'aménagement du territoire, sur les grands problèmes de santé publique, sur les graves problèmes environnementaux qui menacent le pays, sur la place d'Haïti dans la mondialisation et, bien entendu, rien sur la problématique des bidonvilles. Bref, on n'y retrouve aucun projet de société fiable et viable pour l'avenir de la nation.

### *L'avenir ?*

L'avenir de ce pays dépend d'un changement radical de paradigme. Il incombe à la jeunesse de penser et de façonner la société dans laquelle elle souhaite évoluer. Ces hommes et ces femmes qui ont entre 20 et 45 ans aujourd'hui et qui sont étudiants, qui sont dans l'enseignement (secondaire et universitaire), qui sont dans le journalisme, dans l'édition et dans les centres de recherche doivent prendre leur destinée en main en disant haut, fort et de manière cohérente ce qu'ils veulent. Cette jeunesse doit aussi dire non avec conviction à certains maux qui rongent la société. En ce sens, la lutte contre l'impunité doit être un de leurs principaux chevaux de bataille. Ceux et celles qui ont commis des crimes de sang et économiques sous les Duvalier et Aristide qui courent en toute quiétude nos rues ou, encore, qui vivent paisiblement en Europe et en Amérique du Nord doivent

savoir, contrairement à ce qu'ils pourraient penser, que leur passé les poursuivra toujours. Ils doivent savoir que le crime (quelle que soit sa catégorie) ne paie pas et que les décisions judiciaires peuvent être rétroactives. Car, il serait trop facile de tuer et de dilapider des fonds publics et penser s'en sortir aussi facilement. En regard de l'économie et du social, les jeunes doivent avoir une approche progressiste du développement. Il faut qu'ils soient tout simplement des patriotes du développement, ce qui nécessiterait une vision à long terme de la société. De la façon dont la situation se présente actuellement, il serait maladroit et même suicidaire d'espérer quoique ce soit de la part de nos aînés ou de nos intellectuels. Ces derniers sont manifestement fatigués, déphasés et même dépassés par leur mission historique. L'avenir d'Haïti dépend aussi d'une véritable bourgeoisie nationale, dans le sens, bien entendu, où l'entendait l'économiste marxiste haïtien, Alix Lamaute. Autrement dit, une bourgeoisie qui saurait que sa sécurité, sa survie et son prestige dépendent du bien-être généralisé de la population.

S'il y a quelque chose de positif qui peut sortir de ce chaos que l'on connaît actuellement, c'est qu'il y a dorénavant urgence de réfléchir et de penser sérieusement à l'avenir du pays. La misère et la violence ne sont pas des fatalités pour nous. Après deux cents ans d'indépendance, après des décennies de dictature et de violence politiques, l'heure a sonné de finalement penser ce pays et de dénoncer sans équivoque l'insoutenable légèreté historique de nos intellectuels et de nos élites.

Guy-Robert Saint-Cyr

**Fin du texte**